

Yuna Visentin

UNE AUTRE ÉCOLE EST POSSIBLE !

Déconstruire l'institution
pour se libérer des oppressions
(sexisme, racisme, classisme)

Peut-on détacher l'histoire de l'école française d'un système de discrimination et de contrôle social ? L'institution scolaire peut-elle vraiment être une source d'émancipation et une voie de libération pour tous ?

Yuna Visentin établit un constat : notre école doit changer et pour cela, il faut commencer par déconstruire le modèle installé depuis longtemps, et ancré dans la société.

À partir de son expérience personnelle, de ses recherches et d'entretiens, l'autrice dénonce et décortique la manière dont l'Éducation nationale maintient un système oppressif par des dynamiques d'exclusion et de minoration.

DÉCONSTRUIRE L'INSTITUTION POUR OFFRIR À NOS ENFANTS UNE ÉDUCATION QUI LEUR PERMETTE DE FAÇONNER UN AUTRE MONDE.

Yuna Visentin est professeure agrégée de lettres, normalienne, autrice et maman de deux enfants. Elle nous livre ici son constat sur l'Éducation nationale, afin de pointer du doigt un système problématique, mais aussi nous proposer sa vision d'une éducation libératrice, émancipatrice et antioppressive.

ISBN : 979-10-285-2553-8



17 euros
Prix TTC France



Rayon : Société

editionsleduc.com

LEDUC 
société

UNE AUTRE ÉCOLE EST POSSIBLE !

Déconstruire l'institution
pour se libérer des oppressions
(sexisme, racisme, classisme)

REJOIGNEZ NOTRE COMMUNAUTÉ DE LECTEURS !

Inscrivez-vous à notre newsletter et recevez des informations sur nos parutions, nos événements, nos jeux-concours... et des cadeaux !

Rendez-vous ici : **bit.ly/newsletterleduc**
Retrouvez-nous sur notre site **www.editionsleduc.com**
et sur les réseaux sociaux.



Leduc s'engage pour une fabrication écoresponsable !

« Des livres pour mieux vivre », c'est la devise de notre maison.

Et vivre mieux, c'est vivre en impactant positivement le monde qui nous entoure ! C'est pourquoi nous avons fait le choix de l'écoresponsabilité. Pour en savoir plus, rendez-vous sur notre site.



Conseil éditorial : Louise Giovannangeli

Correction : Audrey Peuportier

Design de couverture : Antartik

Design maquette intérieure : Antartik

Mise en page : Fabrice Del Rio Ruiz

© 2022, Leduc Société, une marque des éditions Leduc

10, place des Cinq-Martyrs-du-Lycée- Buffon

75015 Paris — France

ISBN : 979-10-285-2553-8

Yuna Visentin

Postface de Louise Giovannangeli

UNE AUTRE ÉCOLE EST POSSIBLE !

Déconstruire l'institution
pour se libérer des oppressions
(sexisme, racisme, classisme)

À mes enfants

SOMMAIRE

INTRODUCTION

ENCORE UN LIVRE SUR L'ÉCOLE ?.....	11
------------------------------------	----

CHAPITRE 1

LES OPPRESSIONS EN HÉRITAGE	23
Les « jeunes » sont une catégorie politique.....	24
Les jeunes sont-iels sexistes ?	27
Quand l'institution scolaire protège les agresseurs sexuels.....	44
C'est à l'école que tout a changé.....	51

CHAPITRE 2

SEXISME : QUAND L'ÉCOLE NOUS MET À NOS PLACES	57
Quand l'école reproduit le sexisme.....	60
Quand l'institution scolaire freine nos luttes.....	75
L'école à l'épreuve du fémonationalisme	90

CHAPITRE 3

RACISME : CONSTRUIRE L'EXCLUSION AU NOM D'UNE (FAUSSE) UNITÉ.....	99
De l'importance de se situer	102
La « réduction du champ des possibles ».....	108
La représentation : une exclusion symbolique des savoirs.....	117

Le racisme quotidien à l'école : minorer la puissance d'action des personnes non blanches.....	121
« Nommer les dominant·e·s, c'est mettre le monde à l'envers ! ».....	139

CHAPITRE 4

UNE HISTOIRE DU MAINTIEN DE L'ORDRE SOCIAL.....	149
Tout est possible... sauf pour ceux pour qui ça ne l'est pas.....	150
Vous êtes l'élite de la nation... et vous l'avez mérité !.....	154
L'école au service du capitalisme patriarcal	166

CONCLUSION

« DO NOT ADJUST TO AN UNJUST WORLD ».....	191
----------------------------------------------	-----

ENTRETIENS

L'ÉCOLE N'EST PAS NEUTRE	200
« POUR COMPRENDRE LE RACISME INSTITUTIONNEL, IL FAUT COMMENCER PAR COMPRENDRE L'HISTOIRE DE L'ÉCOLE. ».....	203

POSTFACE DE LOUISE GIOVANNANGELI.....	209
---------------------------------------	-----

REMERCIEMENTS.....	217
--------------------	-----

Introduction

ENCORE UN
LIVRE SUR
L'ÉCOLE ?

Je suis enseignante et pourtant j'ai toujours été mal à l'aise avec l'Éducation nationale ; si mal à l'aise que je ne me retrouve même pas dans les critiques traditionnelles qu'on lui adresse.

Certaines sont faciles à écarter, et quand elles ne nous font pas pleurer, elles prêtent presque à rire : je pense notamment aux palabres nostalgiques des réactionnaires arc-boutés sur leurs privilèges. Pour eux, l'école, c'est toujours la décadence, à la fois académique et morale : l'orthographe est en crise, les élèves ne s'émeuvent plus quand ils entraperçoivent trois lettres grecques, ils s'inquiètent d'ailleurs davantage de la disparition des espèces animales que de l'abandon horrifiant de l'emploi du subjonctif imparfait, rechignent à retirer leur couvre-chef en arrivant en classe, demandent du *halal* et des menus végétariens à la cantine, se mettent à parler de féminisme, d'hétéronormativité et d'antiracisme, se plaignent qu'on étudie seulement des hommes blancs au nom de tous les redoutables outils idéologiques venus tout droit des campus américains, dont l'intersectionnalité, dernier en date, et qui serait le véritable cheval de Troie en passe de détruire la sacro-sainte culture française. La liste des griefs pourrait continuer à l'infini, elle est aussi longue qu'est bien courte la réponse que ces réactionnaires méritent : quoi que vous fassiez, nous abolirons vos privilèges.

À l'inverse – mais en fait, pas tant que ça –, certain·es déplorent le formatage dont l'école se rend responsable, le fait qu'elle s'adapte difficilement aux réalités individuelles, et ne stimule pas assez la créativité des enfants ; un discours séduisant, que beaucoup de parents ont pu ressentir (moi y compris). Parce que c'est vrai que le terme *alternatif* donne envie, surtout quand on est pris·e dans la pesanteur de l'Éducation nationale. « Alternatif », ça rappelle presque « altermondialiste », et ça

nous donne l'impression, surtout quand on a les moyens financiers, qu'on peut reconquérir le pouvoir de choisir ce qui est bon pour nos enfants. Et pourtant, opter pour l'école alternative, ça n'implique pas seulement de faire un pas de côté par rapport à la norme : car ce pas de côté, il n'est pas à la portée de tout le monde ; non pas parce que les autres familles seraient plus conformistes et auraient moins à cœur l'épanouissement scolaire de leurs enfants, mais parce que, dans nos sociétés néolibérales, être alternatif·ve est un privilège. En outre, et c'est assez spécifique à la France, les pédagogies alternatives se réduisent souvent chez nous à de nouveaux moyens de stimuler l'adaptabilité de l'élève afin de le·la former à devenir l'autoentrepreneur·se de demain, davantage libre d'entreprendre que de transgresser l'ordre social.

L'empiètement de l'entreprise sur l'école n'est que la pointe d'iceberg d'un processus plus large : la casse du service public propre à la politique néolibérale. Et pour l'école, ça signifie moins de moyens et plus de mépris de la part des gouvernements successifs. D'où la nécessité de la troisième « grande » critique, portée aujourd'hui par la gauche réformatrice et beaucoup d'enseignant·e·s, lassé·e·s que l'école soit attaquée. Voilà un combat ultra-essentiel, mais souvent décourageant dans une société où, comme le dit la célèbre formule, « il est plus facile d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme¹ ».

Et pourtant, bien que je soutienne assurément cette lutte, quelque chose me gêne. En fait, j'ai l'impression que l'énergie de cette indignation et le phrasé protectionniste dans lequel elle se présente habituellement cachent d'autres revendications

1. Cette citation, attribuée à la fois à Fredric Jameson et Slavoj Žižek, se trouve au début du livre de Mark Fisher, *Le Réalisme capitaliste. N'y a-t-il pas d'alternative ?*, Entremonde, Paris, 2018.

que l'on peine dès lors à entendre – bien qu'elles soient portées par quelques syndicats ou collectifs marginaux. Parce qu'en construisant l'école comme victime et pas comme une institution politique incarnant des rapports de pouvoir, je crains qu'on empêche d'autres questions d'émerger, peut-être plus radicales et corrosives. Autrement dit, en faisant de l'école le sanctuaire d'une culture résistante mais en danger, on omet le fait qu'elle est elle-même une institution qui attaque, une institution qui stigmatise, altérise, minorise ; une institution qui nous assigne à des places sociales selon des normes discriminantes et oppressives telles que le genre, la race, la classe – et que cette logique a tout à voir avec le capitalisme néolibéral. Et bien entendu, quand je parle d'école, je ne fais pas référence à l'idéal, mais à l'institution scolaire telle qu'elle existe, incarnée en France par l'Éducation nationale.

C'est une réalité documentée dans les livres et relatée sur les réseaux sociaux et dans les récits de tous les jours. Ce sont d'abord les histoires que les parents se racontent à demi-mot, quand leur enfant est maltraité·e par les élèves ou le personnel éducatif parce qu'il·elle défie la norme (blanche, sexiste, cishétéro-normée, valide, mince...), mais aussi les témoignages des adolescent·e·s harcelé·e·s, dont la souffrance extrême questionne en profondeur nos collectifs. Je suis aussi toujours frappée, quand je lis les témoignages actuels de personnes minorisées, de voir que l'école représente rarement un lieu de liberté, d'émancipation ou de prise de confiance, et qu'elle incarne plutôt un espace effrayant, où on est assigné·e·s à la différence, à la transgression d'une norme d'autant plus violente qu'elle est implicite. Et ce ne sont pas seulement les interactions avec les autres élèves ou les enseignant·e·s qui sont questionnées, qui font peur, qui

excluent, mais aussi – et c'est encore plus grave ! – les habitudes de l'institution scolaire : les programmes normatifs, les discours des représentant·es de l'école, ceux d'aujourd'hui comme d'hier, l'insistance sur une laïcité excluante, la justification culpabilisante des inégalités par le mythe de la méritocratie, la reproduction du sexisme, la réduction des possibles à la cishétérosexualité, l'exclusion symbolique des savoirs, la représentation validiste des corps, etc. Et toutes ces réalités ont des implications concrètes, non seulement psychologiques, mais politiques. En fait, elles contribuent à faire de l'école ce que Charlotte Nordmann appelle la fabrique de l'impuissance².

Malgré tout, on a du mal à attaquer frontalement l'école. Et cela pour tout un tas de raisons compréhensibles.

Déjà, si on admet que l'école est une institution oppressive, ça signifie que la transmission des savoirs n'est pas une pratique fondamentalement innocente et bonne ; que la connaissance ne préserve personne d'être discriminant·e, que notre culture, que l'on croit héritée de l'esprit critique des Lumières, n'est pas synonyme d'émancipation, que nos sociétés si progressistes ne sont peut-être pas aussi démocratiques qu'on ne le dit, qu'on n'a pas aboli tous les privilèges, et que ce sanctuaire qu'on appelle école, n'est peut-être qu'un mythe ou, pire, un échec. Or c'est une idée bien implantée en France que la culture (et d'autant plus celle légitimée par l'école) et l'éducation sont par excellence bonnes, au-delà du politique, parce que, prétendument neutres

2. Charlotte Nordmann, *La Fabrique de l'impuissance 2. L'école entre domination et émancipation*, Éditions Amsterdam, Paris, 2007. Charlotte Nordmann a des mots très justes : « Non seulement on reconnaît combien l'école se prêtait à l'investissement par la logique néolibérale, mais on en vient à se demander si le mode de gouvernement néolibéral ne doit pas beaucoup à la logique scolaire. » Cité dans Grégory Chambat, *L'École des barricades. Vingt-cinq textes pour une autre école, 1789-2014*, Libertalia, Paris, 2014.

et universelles. Comme si la culture n'était pas née à un moment donné, *pour* un groupe donné et, donc, contre d'autres groupes. Et concrètement, quand on se penche sur les textes qu'on lit à l'école, sur les lois qu'on y enseigne, l'histoire que l'on transmet, difficile de ne pas voir que l'institution scolaire reproduit des inégalités de genre, bien entendu, mais aussi de race, de classe, d'âge, de validité.

C'est le genre de discours qui fait lever des myriades d'yeux au ciel : « Ça va, tu craches dans la soupe, on a déjà de la chance d'avoir une éducation publique et gratuite. » Voilà la réponse qu'on oppose souvent à toute critique radicale de l'institution scolaire. Personnellement, je trouve cette réduction des alternatives – et de la révolte – d'une malhonnêteté assez facile à démonter. En fait, c'est un type d'argument connu, qui a d'ailleurs un nom bien à lui : le syllogisme. Il s'agit de tirer une conclusion prétendument logique à partir de deux postulats. Dans notre cas, voici comment ça se présente : 1/ Une école juste doit être gratuite. 2/ Or l'Éducation nationale propose une école gratuite. 3/ Donc l'Éducation nationale est juste. Et de l'autre côté de la médaille : 1/ L'Éducation nationale propose une école gratuite. 2/ Or X critique l'Éducation nationale. 3/ Donc X est contre la gratuité de l'Éducation nationale.

Mais ce type de raisonnement cache bien une faute logique : on y restreint en effet la question à un faux dilemme, alors qu'il existe d'autres options possibles – critiquer l'Éducation nationale *et* être pleinement pour la gratuité de l'école, par exemple. Parce que la gratuité est bien entendu une condition *sine qua non* pour une éducation juste et égalitaire. Tout conditionnement d'accès en fonction des moyens de la famille est par définition

hiérarchisant et donc discriminant. Pour autant, cela ne signifie pas que l'on doit se contenter d'une école oppressive.

Alors, c'est vrai que j'emploie des grands mots, certain·e·s diraient même des mots exagérés, pour parler de l'institution scolaire. Parce que l'école, c'est d'abord ce lieu quotidien, patiné de normalité, où se jouent les petits et grands événements de notre jeunesse : les portemanteaux étiquetés de nos prénoms (en rose et en bleu ?), les histoires racontées sur les bancs, les cahiers à carreaux, les ami·e·s et chamailleries pendant la récréation, les fous rires au collège, la liste des fournitures, les sacs à dos trop remplis, les trousse avec des mots d'amitié pour toujours, et puis parfois des cours qui changent nos vies, des textes que l'on découvre, la parole d'un·e enseignant·e qui défie ce qu'on connaissait jusqu'ici, les premières amours, les mots glissés quand le·la prof a le dos tourné, les notes sur lesquelles on s'insurge en sortant du lycée, les listes des tics de langage des profs... en d'autres termes, toutes ces petites habitudes ancrées dans le tissu de nos vies et qui nous font dire : c'est quand même chouette l'école, non ? (Enfin, qui font dire à certain·e·s, du moins...)

Et puis, il y a l'histoire de l'institution et son aura fantasmagique : l'école de la Troisième République, gratuite, obligatoire, et laïque, avec ses hussards noirs, ses légendes d'émancipation, ses blouses et ses sourires, ceux des enfants si heureux·ses d'aller en classe qu'ils sont prêt·e·s à marcher plusieurs kilomètres dans le froid des campagnes, pour le simple privilège d'apprendre à lire. Et c'est là que l'histoire se mêle à l'idéal, celui de l'éducation comme liberté, comme émancipation collective, un idéal

magnifique et nécessaire, mais pas toujours réalisé dans l'école telle qu'elle existe.

Parce que l'Éducation nationale n'est pas l'incarnation de l'idéal de l'école, elle n'est qu'une possibilité parmi d'autres, inscrite dans une histoire. Et de cette histoire, celle des débuts de l'école, on omet beaucoup de choses : que Jules Ferry, par exemple, l'homme qui donne son nom aux lois sur l'école, était un farouche partisan de la colonisation, ce qui n'avait rien d'une fatalité à l'époque. Que filles et garçons étudiaient dans des écoles séparées, afin d'être préparé·e·s à prendre leurs places bien distinctes dans la société hétéronormée de l'époque : d'un côté les ménagères douces et angéliques, de l'autre, les futurs soldats, hommes de pouvoir, ou travailleurs. Parce qu'il s'agissait de cela aussi : former et adoucir le peuple, celui qui s'était insurgé dix ans plus tôt avec la Commune et qui s'était doté, pour la première fois de l'histoire, d'une école gratuite, publique et laïque, offrant le même salaire aux enseignant·e·s hommes et femmes. De cette initiative, on parle peu aussi, et cet oubli ne sert qu'à mieux nous convaincre que ce dont on dispose serait la seule version possible de l'école. C'est cette réduction des possibles qu'il nous faut combattre pour voir que l'institution scolaire, celle qui existe effectivement, n'a jamais été détachée du pouvoir. Qu'elle est née comme un système de distribution de places, de hiérarchies, et donc comme un système d'exploitation. Et que cette histoire se poursuivra tant qu'on ne l'aura pas pensée, questionnée, mise à distance ensemble.

Alors oui, j'utilise des grands mots, mais comme le dit la poétesse Audre Lorde, « les outils du maître ne détruiront pas

la maison du maître³ ». C'est pourquoi j'avais besoin, dans ce livre, de proposer une critique de l'institution scolaire qui soit radicale : c'est-à-dire qui questionne les fondements même de l'Éducation nationale. Pas une critique de l'éducation donc, mais d'*une certaine* éducation, dite nationale, instituée pour servir une société patriarcale, capitaliste et raciste.

L'objet de ce livre n'est par conséquent pas de mettre en avant toutes les initiatives individuelles de ceux qui font l'école au quotidien et qui, par leurs activités constantes et leurs combats, accompagnent les jeunes à défaire les normes et les injustices. Si je n'en parle pas, ce n'est pas pour dire que ces initiatives n'existent pas, ni pour minorer leur importance : au contraire, le travail des enseignant·e·s et des professionnel·le·s de l'éducation est crucial. Il ne s'agit pas de sacrifier ce qui existe pour ce qui pourrait exister, et il nous faut donc faire avec, établir des stratégies, continuer. Mais c'est un autre sujet, un autre livre que celui-ci, et que j'aimerais d'ailleurs beaucoup lire. Mon urgence à moi, celle qui m'a poussée à écrire, c'est de dénoncer l'institution, son pouvoir, sa manière d'appréhender son histoire, de se justifier, d'organiser nos vies.

Ce que j'écris prend donc racine dans ma vie et ma propre expérience de l'Éducation nationale : en tant qu'élève, étudiante, mère et enseignante ; mais aussi en tant que personne sexisée, perçue comme femme dans la société, et qui subit le sexisme de cette institution. C'est cette oppression que je décris dans les deux premiers chapitres de ce livre. Pour autant, bien que je parte de mon point de vue de femme, cis et hétérosexuelle,

3. Audre Lorde, *Sister Outsider. Essais et propos sur la poésie, l'érotisme, le racisme, le sexisme...*, Éditions MameMelis, Genève, 2020.

et que celui-ci influe nécessairement mon propos, mon objectif n'est pas de restreindre le sexisme à une oppression tournée contre les personnes femmes (cis). Parce qu'il découle de la différenciation des sexes, de l'assignation de chaque personne à un genre selon une vision binaire et hiérarchique, le sexisme stigmatise tout autant les gays, trans, bi, asexuel·le·s, queer, lesbiennes, intersexes que les personnes perçues comme femmes⁴. J'essaie donc de mettre en évidence comment l'école participe, avec la société, à nous assigner à des places sexuées, les un·e·s contre les autres – et que pour combattre ce système, il nous faut une lutte convergente, qui dépasse l'enjeu de l'égalité hommes-femmes.

Si je partage mon expérience, il ne s'agit donc pas seulement de parler des situations où j'ai été moi-même victime d'oppression. L'école est une institution ancrée dans la société, elle reproduit donc des inégalités raciales et classistes par des dynamiques d'exclusion et de minoration d'autant plus insidieuses qu'elles se font au nom de valeurs perçues comme positives : vivre-ensemble, laïcité, culture, féminisme, etc. C'est ce que je dénonce dans le troisième et le quatrième chapitre. Parce que je parle d'oppressions et de discriminations que je n'ai pas moi-même subies, je me suis efforcée, le plus possible, de partir des témoignages de personnes directement touchées (livres, podcasts...), mais aussi de rendre visibles les privilèges dont j'ai moi-même pu bénéficier à l'école en tant que personne perçue comme blanche et appartenant à la classe moyenne-supérieure.

Je sais que ce livre n'est pas exhaustif : tant d'autres choses mériteraient d'être dites, dénoncées, revendiquées. Ces silences ne résultent pas d'un choix de ma part, d'une volonté de

4. Il faut lire ce qu'en dit Juliet Drouar dans *Sortir de l'hétérosexualité*, Éditions Binge Audio, Paris, 2021.

hiérarchiser les oppressions, mais plutôt d'une ignorance que j'espère résorber. J'ai parlé des sujets sur lesquels je me sentais le plus à même de m'exprimer. Veuillez excuser mes manques sur les autres.

Je voudrais terminer cette introduction par une note positive.

L'injustice et les inégalités nous paraissent tous les jours plus visibles. Elles sont au fondement des institutions que l'on fréquente au quotidien, de nos pratiques, de ce que l'on mange, de comment on s'habille, de ce qu'on lit, de ce que l'on regarde, croit et espère. Et ça peut être infiniment décourageant de se mouvoir dans ce monde dont les murs s'étiolent sous nos yeux. Alors des fois, quelle que soit la position que l'on occupe, c'est normal de vouloir fermer les yeux et oublier, rien qu'un instant. Parce qu'on se sent impuissant·e et que l'on nous répète depuis toujours que la justice est impossible, et que ça a toujours été comme ça.

Mais c'est faux. Nos sociétés ont des histoires forgées dans le pouvoir des un·e·s, mais aussi dans les luttes des autres. C'est à ces dernières que l'on doit prêter l'oreille aujourd'hui : à ces voix qui dénoncent, écrivent, bâtissent autrement, ces voix qui ont toujours été là, mais qu'on entend résonner de plus en plus fort, et qui nous disent l'exigence d'un monde qui fasse exploser toutes les hiérarchies, qui n'attende pas la fin des temps pour faire advenir le bonheur et la justice, mais qui les tisse au quotidien, ensemble, par des communautés concrètes, solidaires, et qui néfface pas les conflits sous la cape d'un universalisme homogénéisant.

Et pour bâtir ces mondes, on a besoin de l'école – et d'une école qui soit vraiment à nous !

Chapitre 1

LES
OPPRESSIONS
EN HÉRITAGE

LES « JEUNES » SONT UNE CATÉGORIE POLITIQUE

Je me souviens encore de la sensation. La première fois que j'ai passé un *bon cours* en tant qu'enseignante ; pas seulement un cours où les élèves ont écouté, noté ce que j'ai dit, fait leurs exercices, mais un moment partagé, où on a parlé ensemble à partir de nos histoires respectives. Un moment où l'autorité forgée par l'école – moi au-dessus de vous, moi sachant plus que vous – n'innerve plus les relations, un moment où on n'en a pas besoin, où on s'écoute, pas parce qu'on *doit* s'écouter, mais parce qu'on le *veut*.

Je me souviens d'être arrivée dans la rame de métro juste après ce cours, et m'être dit : je me sens bien. L'espace habituellement inhospitalier des transports en commun, le bruit, la promiscuité, le sentiment d'alerte, tout cela n'existait plus. J'étais connectée au monde, en relation, libérée de cette crainte diffuse des autres. Et je me suis dit : alors c'est ça, enseigner ?

Tous les jours ne peuvent pas ressembler à celui-ci ; mais c'est vers cela que je voulais tendre un maximum en enseignant. Être à l'aise avec les adolescent·e·s, construire avec elleux un monde commun.

Je ne supporte pas quand les gens critiquent les adolescent·e·s ; et pourtant, on le fait constamment, d'un milieu politique à l'autre. Récemment, j'ai assisté à une rencontre littéraire. Dans le public, largement ancré à gauche, voire à l'extrême gauche,

plusieurs personnes ont déploré le rapport dépolitisé des adolescent·e·s à la culture. Iels opposaient leur propre éducation politique, nécessairement accomplie, à l'ignorance paresseuse de cette jeunesse qui ne lit plus les classiques, mais se repaît d'*Hunger Games* et de séries violentes. Ça m'a mise en colère. Je ne comprends pas comment on peut se réclamer du camp antioppressif tout en se présentant au monde comme meilleur·e que les adolescent·e·s.

Il ne s'agit pas de faire du jeunisme, et de défendre les jeunes seulement parce qu'iels ont soufflé moins de bougies, ou qu'iels représentent « l'avenir de la nation » – quelle expression abominable. Si je tâche de prendre leur parti, c'est parce que quand on parle des « jeunes », très souvent, on ne désigne pas seulement une classe d'âge, mais une catégorie politique à laquelle on assigne des traits figés, presque toujours négatifs – là où c'est le plus clair, c'est quand on parle des « jeunes » de banlieue, euphémisme racialisant qui sert à désigner les garçons racisés des quartiers populaires.

Aliéné·e·s par les nouvelles technologies, ne sachant plus bien parler ou écrire français, consuméristes, insouciant·e·s, se croyant tout permis, inconscient·e·s des combats menés par leurs pères et leurs mères, les « jeunes » trahissent et compromettent les idéaux de la société... D'une sensibilité politique à l'autre, les traits qu'on leur assigne peuvent varier, et les « jeunes » peuvent devenir, au choix, trop féministes pour un·e réactionnaire, ou trop réactionnaires pour un·e féministe. Dans tous les cas, iels représentent un monde en dépérissement.

Ces assignations pèsent sur l'école, et en particulier le collège, le moment où les « jeunes » nous font le plus peur. C'est en leur nom qu'on justifie des discours paternalistes, voire civilisateurs :